



## PLENIERE DES 6 ET 7 DECEMBRE 2010

### DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE.

#### *Intervention de Perrine Hervé-Gruyer, Conseillère régionale Europe Ecologie*

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

J'aimerais tout d'abord revenir sur un événement qui, s'il ne restera pas dans les annales, illustre assez bien la place donnée à l'environnement par le gouvernement actuel : **le récent remaniement ministériel.**

En effet, l'ancien grand ministère de l'écologie est tout bonnement démantelé. Son champ de compétences est ajusté à sa marginalisation déjà entreprise ces derniers mois au sein du gouvernement précédent.

L'existence d'un ministère regroupant l'énergie, le changement climatique, les transports et l'urbanisme était, à défaut d'efficacité, un facteur de cohérence dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. On peut même reconnaître au ministère Borloo des initiatives certes timides mais intéressantes au nombre desquelles figure la proposition novatrice d'une architecture de la Politique Agricole Commune (PAC) – soutenant une **TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE DE L'AGRICULTURE MENANT À SA DURABILITÉ !!** On sait qu'elle ne sera pas retenue, d'ailleurs le rapport la mentionnant a très vite été retiré du site Internet du Ministère ...

Ce changement intervenu juste avant les négociations internationales sur le climat à Cancun est un très mauvais signal envoyé par Nicolas Sarkozy. Les convictions de la nouvelle ministre n'y changeront rien.

De fait, nombre de questions se posent :

Comment lutter contre les changements climatiques sans compétences sur l'énergie ?

Comment lutter contre la dégradation de la biodiversité sans compétences sur l'aménagement du territoire ?

Comment lutter pour une agriculture socialement et écologiquement responsables sans compétences dans ces domaines? Tandis que la pêche, quant à elle, entre dans les compétences de ce ministère : serait-elle plus durable ? L'interdiction de pêcher dans la Seine et les problématiques récurrentes sur le thon rouge nous laissent en douter....

Oh bien sûr, certains diront que dans un contexte de crise économique et financière, l'environnement peut bien être relégué à quelque place subalterne. Il y a d'autres priorités nous diront-ils...

A ceux-là, qui nous disent « *l'environnement ça suffit* », à ceux qui parlent de « haine de soi » ou de catastrophisme quand le constat est alarmant, nous répondons depuis longtemps par des propositions concrètes et constructives... qui, pour certaines, commencent à être reprises en Région.

Mais encore une fois, à ceux qui parlent de « contraintes environnementales » on ne peut que constater que nier ou balayer d'une revers de main cet « environnement » n'est qu'une négation de leurs concitoyens car considérer l'homme tel qu'il existe réellement, c'est l'envisager comme une partie intégrante de son environnement. **Et l'environnement est par définition omniprésent, que l'on parle d'économie, d'énergie, de transport et même d'équilibre géopolitique.**

**L'exemple le plus illustrateur de ces propos est sans doute le pic pétrolier.**

En effet, il est désormais établi selon l'Agence Internationale de l'Énergie que le pic pétrolier est arrivé (et pour l'anecdote, lue dans la presse, le même jour que le beaujolais nouveau. Sauf que là, c'est l'économie mondiale qui risque de tituber).

Pour rappel, le pic pétrolier, correspond au moment où la production de pétrole commence à diminuer.

Près de 30 % de la production des puits aujourd'hui en activité auront disparu en 2020. En 2035, ils ne fourniront plus que moins d'un cinquième de la demande. Même si l'on accepte l'éventualité de la mise en production de champs pétroliers déjà découverts ainsi

que la découverte de nouveaux champs le répit peut aller jusqu'à 2035 mais avec quel prix d'extraction et donc quel prix d'achat pour les consommateurs !

Un récent un rapport émanant du département d'analyse stratégique de l'armée allemande, dit que ce pic pétrolier aura des conséquences considérables sur l'économie et la politique extérieure allemande qu'*"il est probable que le "peak oil" intervienne autour de 2010 et que ses effets sur la sécurité se fassent sentir entre quinze et trente ans plus tard"*. Il y est encore affirmé que la raréfaction de pétrole *"entraînera de grands risques systémiques pour l'Allemagne vu son implication dans la mondialisation, et ce quelles que soient les politiques énergétiques suivies"*.

Contrairement aux crises liées dans le passé aux matières premières qui se sont traduites par des tensions régionales, le « peak oil » pourrait provoquer des tensions mondiales. En raison du rôle que le pétrole joue dans l'économie, notamment la chimie, sa rareté touchera l'ensemble des économies.

**Dans un tel contexte, le tri sélectif à opérer sur les investissements en terme de politique énergétique et de transports ou d'économie paraissent simples : consacrons l'essentiel des efforts consentis à des projets structurants pour les Hauts-Normands, en considération de leurs véritables besoins aujourd'hui et dans les années à venir, dans le respect de leur qualité de vie, de leur santé et de l'environnement.**

Car notre modèle de développement actuel, basé sur la consommation toujours plus importante des ressources naturelles alors que nous savons depuis Eratosthène que nous vivons sur une planète ronde, et donc limitée, arrive en fin de course.

Quant à la « croissance » que beaucoup continuent d'invoquer comme une idole, non seulement elle n'est absolument pas synonyme de mieux être social, mais sa sacralisation a des effets destructeurs sur notre environnement.

Nous, Europe Écologie Les Verts, prônons sans relâche le fait d'anticiper plutôt que de subir de plein fouet cette crise qui s'annonce : stratégie énergétique orientée vers les énergies renouvelables, transition écologique de l'économie et surtout relocalisation de l'ensemble. **S'il est un domaine phare d'une relocalisation qui irait de paire avec la durabilité, le respect de l'environnement et la préservation des populations, et qui me tient fort à cœur, c'est l'agriculture.**

Bien sûr, au niveau national, des mesures sont prises et des financements orientés vers l'agriculture biologique. Nous le savons. Mais ce n'est pas suffisant. Quand nous faisons

face à une probable crise alimentaire, une crise de santé, une crise environnementale, couplées à une crise économique et sociale, de petits seaux ne suffisent plus à éteindre les incendies !

Il faut donner des orientations franches, les énoncer haut et fort et accompagner toute la profession agricole vers un changement qui, au final, ne lui sera que bénéfique. Et puisque ce changement ne se fera pas du jour au lendemain et qu'il faut épargner une population déjà en danger, il est urgent de jalonner le chemin d'étapes mais, ce faisant, d'arrêter de faire « *un pas en avant, un -voire trois - pas en arrière* ».

Ce changement passe en premier lieu par le fait de reconnaître qu'il existe aujourd'hui plusieurs agricultures et ce faisant de cesser d'opposer l'une à l'autre, de commencer à considérer une agriculture basée sur la qualité et le devenir de nos sols, plutôt que sur la quantité et la productivité et l'amélioration quasi-obsessionnelle du végétal. Non les OGM ne sont pas une solution, ils participent d'une agriculture basée sur l'apport d'intrants et l'utilisation de pesticides qui détruit les sols, l'eau, la biodiversité... Ils n'apporteront aucune réponse aux agriculteurs face à la hausse du coût du pétrole et à la stérilité des sols ! L'agriculture est devenue une science, une technoscience, alors que c'est quasiment d'un art dont il s'agit !

La région Haute-Normandie s'affirme clairement en faveur d'une agriculture durable et se donne les moyens d'avancer. Dans l'intérêt des Hauts-Normands, nous ne pouvons que nous en féliciter.

**Ce changement passe également par des orientations claires de la PAC, au niveau européen mais aussi et surtout national, par une nouvelle répartition des aides pour amorcer la fin de l'hémorragie paysanne. Les aides doivent s'appuyer sur quatre critères complémentaires : l'emploi, la valeur ajoutée, la qualité et le respect des éléments naturels (sol, air et eau).** En France, une telle agriculture générerait près d'un million d'emplois tant en termes de production pure que d'emplois liés (transformation, commercialisation). Avec l'agriculture intensive, c'est une ferme qui disparaît toutes les deux minutes en Europe.

En Haute-Normandie, une réflexion a été lancée, à l'initiative du Département de l'Eure, dans le cadre du 276, en faveur de l'agriculture et de la nutrition dans les collèges et lycées. Le projet « agriculture et nutrition » a pour objectif de proposer à la rentrée 2011 que 80 % des repas proposés aux collégiens soient issus de filières courtes et 20 % de filière bio.

L'Eure va pouvoir s'appuyer sur l'expérience du département de Seine-Maritime et de la Région Haute-Normandie qui ont engagé depuis plusieurs années des expérimentations avec sélection de producteurs de qualité et une animation pédagogique dans les établissements (programme des Bons repas de l'agriculture durable).

Et il s'agit bien là de s'inscrire dans la continuité de ce qui a pu être expérimenté et de soutenir la structuration des filières de productions locales de qualité – agronomique, environnementale et sociale - en s'appuyant sur un cahier des charges suffisamment ambitieux et évolutif dans le temps pour créer la dynamique (avec à terme du 100 % bio). Le but est bel et bien de mettre dans les assiettes de nos enfants des produits bons pour leur santé, de maintenir un tissu agricole dynamique et la valeur ajoutée sur nos territoires !

**Et ce qui est vrai pour l'agriculture, l'est pour les autres domaines de l'économie : relocalisation durabilité, respect de l'environnement et préservation des populations.**

Tout ce dont il s'agit ici c'est de renouer avec l'intelligence collective et de remettre au centre de la politique la poursuite du bien commun.

Il s'agit d'inventer de nouvelles régulations pour interdire la spéculation sur les matières premières et garantir un accès aux ressources naturelles qui soit équitable et équilibré, pour remettre le système financier au service de l'économie réelle, pour mieux partager le travail et les richesses et trouver de nouveaux rythmes de fonctionnement.

Il s'agit d'enclencher le mouvement vers une économie qui respecte l'environnement dans toutes ses composantes pour mieux servir l'humain.

Il s'agit enfin de retrouver le sens du collectif tout en donnant enfin à chacune et à chacun la possibilité d'œuvrer à son propre projet de vie.

En guise de conclusion, j'émettrai, un peu avance sur la période dédiée, un vœu, relatif à l'agriculture.

**J'appelle tous les élus, à l'image de ce que le Conseil Régional engage comme politique, à se mobiliser en faveur du foncier agricole. Aux travers des divers outils en place (SCOT, PLU, Agenda 21, etc...) mais aussi et surtout grâce à une exemplarité et à une force de parole, que tous, élus toutes collectivités, fassions en sorte de mieux réfléchir à l'aménagement de nos territoires et ne laissons pas partir nos terres agricoles, dont l'existence et la répartition sont garantes de la qualité de vie des Hauts-Normands.**